



La barbarie à deux faces

Lundi 29 juin 2015

Vendredi dernier, en Isère, un salarié tentait de faire exploser une usine de gaz industriel, après avoir décapité son patron et exposé sa tête sur un grillage. Le même jour, à Sousse en Tunisie, un étudiant tirait à la kalachnikov sur les touristes, faisant 38 morts et au Koweït un kamikaze se faisait exploser dans une mosquée chiite, tuant 27 personnes. Les instigateurs directs ou indirects de ces actes odieux veulent semer la peur et la haine entre communautés dans les populations des pays concernés et au-delà.

Ici, en France, le gouvernement parlait d'état d'alerte maximale. Soit. Mais dans le même temps, il faisait voter sa loi sur le renseignement, en légalisant l'espionnage tous azimuts. Alors que le Patriot Act, aux États-Unis, a déjà montré que la surveillance généralisée de tout un chacun – la société Big Brother – n'est guère efficace contre les actes terroristes, mais s'en prend d'abord aux libertés élémentaires. En France, jusqu'ici, il était déjà possible de prélever l'ADN des militants les plus combattifs, tel Xavier Mathieu de Continental ; et si on les mettait déjà illégalement sur écoute, c'est désormais légal.

Des causes et des effets

Du point de vue qui est le nôtre, celui de la défense des exploités, des opprimés partout dans le monde, il ne s'agit ni de se diviser selon les origines, les religions, ni de s'entre-regarder avec suspicion, mais de comprendre pourquoi quelques émirs autoproclamés réussissent à envoyer mourir des disciples fanatisés en tuant le maximum de gens autour d'eux. Pourquoi un tel déferlement de violence aveugle. Jaurès disait jadis que le capitalisme porte en lui la guerre, et plus généralement pouvons-nous dire la haine, comme la nuée porte l'orage.

Ce sont tout d'abord les guerres impérialistes, menées par des pays qui prétendent jouer le rôle de gendarmes du monde, en fonction de leurs intérêts économiques, qui ont causé la prolifération des groupes armés se réclamant de l'islamisme. Les États-Unis avaient déclenché les guerres d'Afghanistan et d'Irak en réponse aux attaques terroristes du 11 septembre 2001. Non seulement ce sont les populations qui ont été victimes de ces offensives, mais aujourd'hui ces pays sont en proie à la guerre civile. Tout comme l'est la Libye, après l'intervention franco-anglaise. Les attentats sont

quotidiens dans ces pays et particulièrement meurtriers. En Irak et en Syrie, l'hostilité entre sunnites et chiites, après avoir été instrumentalisée par le gouvernement américain, est aujourd'hui un des fondements de Daech. En Tunisie, ceux qui tentent de semer la terreur profitent du reflux du mouvement révolutionnaire qui a causé la chute du dictateur Ben Ali. De ce point de vue, l'impérialisme et l'islamisme radical poursuivent les mêmes buts : la mise en coupe réglée de la population, en utilisant tous les préjugés pour diviser les opprimés entre eux.

De Charleston à Paris

Les pays riches n'échappent pas à la règle. La tuerie de Charleston, aux États-Unis, lors de laquelle un jeune « suprématiste » blanc est entré dans une église pour tuer le plus de Noirs possible, n'a pas été qualifiée d'acte terroriste par les médias, mais cet acte visait pourtant à semer la terreur parmi la population noire. Le racisme joue de longue date un rôle dans le maintien de l'exploitation capitaliste.

La France n'est pas plus un pays d'harmonie et d'égalité : la population d'origine étrangère y est montrée du doigt, même quand il s'agit de la deuxième ou la troisième génération. L'actuel gouvernement n'hésite pas plus que le précédent à encourager le racisme, en faisant la chasse à des immigrés sans logis, pour mieux cacher sa responsabilité en matière de hausse du chômage et de la misère. Sans parler du Front National qui fait feu de tout bois.

Face à tous ceux qui sèment la division et la haine, dans l'intérêt des plus riches, prolétaires de tous les pays, de toutes les origines, unissons-nous à travers la lutte contre le capitalisme et son système d'exploitation !

Bulletin NPA Poste 78

13 juillet, au Bal des réprimés

Dans les entreprises, nous avons à faire face aujourd'hui à une vague de répression contre les travailleurs qui tentent d'organiser la riposte contre la politique patronale.

La Poste, qui prétend se donner une image sociale, est loin d'être en reste. De Yann, révoqué pour avoir simplement fait des prises de parole lors d'une grève (la première révocation d'un fonctionnaire pour activité syndicale depuis plus de 60 ans !) aux demandes de licenciements, mises à pied qui tombent après presque chaque grève.

De même, Gaétan étudiant à Toulouse, a été condamné à 2 mois de prison ferme pour avoir manifesté, suite à l'assassinat de Rémi Fraisse par la police.

Pour soutenir les militants touchés par la répression, un Bal des réprimés est organisé par le Collectif unitaire contre la répression, le 13 juillet à Paris à partir de 19 h : Rotonde du Parc de Belleville, angle de la rue des Envierges et de la rue Piat.

La Poste recrute un licencié

Philippe Dorge, ex-DRH de PSA rejoindra La Poste en septembre, comme directeur général adjoint du service courrier et colis.

Il s'est illustré au sein de PSA par la fermeture de l'usine d'Aulnay. Avant son départ, le président de PSA a tenu à « *le remercier personnellement pour sa participation à la reconstruction économique de l'entreprise* ». Mais les 3 000 travailleurs d'Aulnay ne lui disent sûrement pas merci.

En tout cas, nous voilà prévenus sur le genre de personne dont La Poste recherche les compétences.

Quand les grands esprits se rencontrent

La Poste et le gouvernement ont un même *credo* : supprimer du personnel partout où ils le peuvent et réduire à peau de chagrin le service rendu aux usagers. Dernière trouvaille : La Poste a proposé de transformer 982 sites desservant des communes de moins de 1 500 habitants en « maisons de service public ». Celles-ci serviraient de Point Poste, Pôle emploi, EDF, caisse d'assurance maladie, etc. Moyennant des subventions que La Poste empocherait pour assurer ces services dans ses locaux.

Solidarité avec les travailleurs sans-papiers

Depuis le 10 juin, 300 travailleurs sans papiers occupent deux agences d'intérim à Poissy et Saint-Quentin-en-Yvelines. Ils font ainsi pression sur Adecco et Manpower, employeurs peu scrupuleux, pour qu'ils leur fournissent les documents nécessaires à leur régularisation. En plus de la peur permanente de l'arrestation ou de l'expulsion, ils ne bénéficient actuellement d'aucun des droits pour lesquels ils cotisent ou payent des impôts.

En luttant pour faire respecter leurs droits, ils défendent l'intérêt de tous les travailleurs. Nous n'avons que des raisons d'être solidaires.

Grèce : le bal des vautours

Vendredi soir, Tsipras, le premier ministre grec, a annoncé l'organisation d'un référendum sur la poursuite des plans d'aides financières à la Grèce (et à ses créanciers...). Scandale parmi les dirigeants européens ! Tsipras ne canne pas assez vite à leur goût devant leurs exigences. Même si celui-ci en a déjà largement rabattu par rapport à ses promesses électorales.

Mais une fois de plus Tsipras oriente les travailleurs vers les urnes alors que seules des luttes sociales pourraient faire reculer les banquiers et les gouvernements à leurs services. Alors, face aux cris d'orfraie poussés par les étrangleurs du peuple grec, indignés du seul fait qu'on demande aux gens leur avis, nous ne pouvons que souhaiter bien mieux : que la population grecque descende à nouveau dans la rue pour empêcher toute nouvelle attaque contre leurs salaires, leurs emplois, leurs retraites. Un exemple que nous ferions bien de suivre nous-mêmes.

Notre vie privée vaut plus que les secrets d'État

Scandale ! Les communications du gouvernement français sont espionnées par son « allié » américain. Hollande a fait les gros yeux, le ministre des Affaires étrangères Fabius a convoqué ostensiblement l'ambassadrice américaine, et... cela n'ira pas plus loin. Tout comme les dirigeants allemands l'an dernier, les dirigeants français font un peu de tapage pour mieux enterrer l'affaire. Et ce d'autant plus qu'ils viennent, avec la loi renseignement, d'autoriser la police à placer sur écoutes tout un chacun en toute impunité...

TU L'AS LU, ÇA T'A PLU ? FAIS-LE CIRCULER...

Contact : npaversailles@laposte.net

Site des postiers NPA : <http://npa-secteurpostal.org/>